

(S.R. chap. 81) attribuait au Ministre de l'Intérieur les fonctions de Directeur Général des Affaires Indiennes et à ce titre lui confiait l'administration des biens meubles et immeubles des Indiens du Canada. Les efforts du département des Affaires Indiennes tendent à faire avancer ses pupilles dans la voie du progrès et de la civilisation; il est aidé dans cette tâche par des agents qui incitent les Indiens à se fixer au sol et à se livrer à des occupations utiles.

Le système de réserves, par lequel de vastes territoires ont été affectés à l'usage exclusif des Indiens, a été établi au Canada depuis les temps les plus reculés; il a essentiellement pour but de protéger les Indiens contre tous empiétements et de leur fournir un refuge où, sans être molestés, ils peuvent se civiliser lentement jusqu'au moment où il sera possible de les absorber parmi les autres citoyens.

Des territoires appelés réserves, ont été attribués aux différentes peuplades indiennes de la Puissance, selon leurs besoins respectifs, leurs occupants étant placés sous la surveillance d'agents locaux au service du gouvernement fédéral. La tutelle exercée sur les Indiens par l'administration comporte l'obligation de les instruire, de veiller sur leur santé, de leur enseigner l'agriculture et autres industries connexes, de gérer leurs fonds, de les représenter devant les tribunaux, de traiter et transiger leurs affaires, et d'assurer leur bien-être.

La surveillance immédiate des bandes d'Indiens dispersées dans toutes les parties du Canada s'exerce au moyen des agences du département, au nombre de 110; chaque agence veille sur un nombre variable de clans, tantôt un seul et tantôt plus de trente. Outre l'agent lui-même, le personnel d'une agence comporte différents personnages, tels qu'un médecin, un commis, un instructeur agricole, une sage-femme, un garde, un instructeur-éleveur, etc., selon les besoins spéciaux des localités. Les travaux des agences sont contrôlés par des inspecteurs, chacun de ceux-ci étant chargé d'un certain nombre d'agences. Les dépenses faites en faveur des Indiens nécessaires sont prélevées par le gouvernement fédéral soit sur le budget, soit sur les fonds appartenant aux tribus indiennes.

La loi des Indiens pourvoit à leur émancipation. Lorsqu'un Indien est émancipé, il acquiert tous les droits de citoyenneté. Dans les anciennes provinces, où les aborigènes ont été plus longtemps en contact avec la civilisation, nombre d'entre eux jouissent de cette prérogative. Toutefois, le gouvernement ne l'accorde qu'avec une grande discrétion, car par le fait de leur affranchissement, les Indiens se trouvent soustraits à la protection que leur confère leur état légal de minorité.

Traités.—Dans les provinces de l'est, depuis longtemps colonisées, les Indiens se sont lentement civilisés au contact de la population blanche; mais dans l'ouest d'Ontario et les Provinces des Prairies, il en fut autrement. Dans ces contrées, où la civilisation progressa à grands pas, le gouvernement dut prendre des mesures promptes et efficaces pour protéger les droits, à tout le moins moraux, que conféraient aux aborigènes leur qualité de premiers occupants du sol. Des traités furent en conséquence conclus avec les Indiens par lesquels ceux-ci cédèrent au domaine leurs droits territoriaux. En échange, le gouvernement s'engageait à leur procurer d'autres terres réservées à leur usage exclusif; à leur payer des sommes d'argent et à leur verser des annuités per capita; à les mettre en mesure d'entreprendre l'agriculture et l'élevage; à faciliter leurs opérations de chasse et de pêche; à pourvoir à l'instruction de leurs enfants, d'une manière générale, à sauvegarder leurs intérêts. Ces traités ont été conclus de temps à autre, selon les circonstances, au fur et à mesure que l'ouverture de nouveaux territoires à la colonisation contraignait les indigènes à se déplacer. Jusqu'ici aucun traité n'a été conclu avec les Indiens de la Colombie Britannique, mais le gouvernement s'est néanmoins intéressé à leur bien-être matériel et moral.